



1ST SESSION, 39TH LEGISLATURE, ONTARIO  
58 ELIZABETH II, 2009

1<sup>re</sup> SESSION, 39<sup>e</sup> LÉGISLATURE, ONTARIO  
58 ELIZABETH II, 2009

## Bill 189

## Projet de loi 189

**An Act to amend the  
Employment Standards Act, 2000**

**Loi modifiant la  
Loi de 2000 sur les normes d'emploi**

**Ms DiNovo**

**M<sup>me</sup> DiNovo**

**Private Member's Bill**

**Projet de loi de député**

1st Reading      June 1, 2009  
2nd Reading  
3rd Reading  
Royal Assent

1<sup>re</sup> lecture      1<sup>er</sup> juin 2009  
2<sup>e</sup> lecture  
3<sup>e</sup> lecture  
Sanction royale



## EXPLANATORY NOTE

The Bill re-enacts new definitions of employee and employer. An employee is defined to include anyone who works on a personal basis or supplies services on a personal basis in an activity or enterprise whether a person receives wages directly or indirectly from the employer. An employer includes every entity or person involved in an activity or enterprise who is directly or indirectly responsible for the work of a person in it.

A provision is added to the Act specifying that all employers of an employee are jointly and severally liable for any contravention of this Act and the regulations and for wages owing to any of their employees.

The Bill makes various amendments relating to unpaid wages. The Bill provides that any unauthorized deductions from an employee's wages are deemed to be unpaid wages owing to the employee, that unpaid wages earn interest and that unpaid wages constitute a lien, charge and secured debt against the employer.

A new Part respecting employment agencies is added to the Act. Employment agencies are prohibited from charging or receiving a fee for employing or obtaining employment for a person or providing information about employers seeking employees.

The Bill also adds a new Part allowing a person to file a claim for unjust dismissal in the specified circumstances. If an employment standards officer decides that a person has been unjustly dismissed, the officer may order the employer to pay compensation to the dismissed person, to reinstate the person to their previous position and may order any other thing that is equitable in the circumstances.

Currently, wages have priority over the claims of other unsecured creditors to a maximum of \$10,000 per employee. The Bill amends the maximum to \$25,000 per employee.

The Bill adds a provision prohibiting an employer from paying different employees at different rates of pay or providing different employment benefits to different employees solely on the basis of factors such as the number of hours that an employee works, where their work is otherwise similar.

A number of changes are made to the procedures regarding complaints and enforcement. Currently, an employment standards officer has the discretion to respond to complaints by making various types of orders. The Bill would require that orders must be made in the specified circumstances. Complaints regarding termination due to alleged reprisals are to be dealt with under an expedited procedure and the terminated person may, at their request, be reinstated to their position pending resolution of the complaint.

## NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi réédicte les définitions de «employé» et de «employeur». Un employé est défini comme étant quiconque, à titre personnel, travaille pour un employeur ou lui fournit des services dans le cadre d'une activité ou d'une opération, qu'il reçoive son salaire directement ou indirectement de ce dernier. Un employeur s'entend notamment de chaque entité ou personne participant à une activité ou à une opération qui est directement ou indirectement responsable du travail d'une personne à cet égard.

Est ajoutée à la Loi une disposition précisant que les employeurs d'un employé sont conjointement et individuellement responsables de toute contravention à la présente loi et aux règlements ainsi que du salaire dû à leurs employés.

Le projet de loi apporte diverses modifications ayant trait au salaire impayé. Il prévoit que les retenues non autorisées opérées sur le salaire d'un employé sont réputées un salaire impayé dû à l'employé, que le salaire impayé rapporte des intérêts et que celui-ci constitue un privilège, une charge et une dette garantie contre l'employeur.

Est ajoutée à la Loi une nouvelle partie concernant les agences de placement, auxquelles il est interdit d'imposer ou de recevoir des honoraires lorsqu'elles emploient une personne ou obtiennent un emploi pour elle ou lorsqu'elles fournissent des renseignements au sujet d'employeurs qui cherchent des employés.

Le projet de loi ajoute également une nouvelle partie qui permet à quiconque se croit injustement congédié de déposer une plainte dans des circonstances précisées. Si un agent des normes d'emploi décide qu'une personne a été congédiée injustement, il peut, par ordonnance, enjoindre à l'employeur de lui payer une indemnité, de la réintégrer dans son poste et de prendre toute autre mesure qu'il juge équitable dans les circonstances.

À l'heure actuelle, les salaires ont priorité sur les créances d'autres créanciers non garantis jusqu'à concurrence de 10 000 \$ par employé. Le projet de loi fait passer ce maximum à 25 000 \$ par employé.

Le projet de loi ajoute une disposition qui interdit à un employeur d'accorder à des employés différents des taux de salaire différents ou des avantages rattachés à l'emploi différents uniquement en se fondant sur des facteurs tels que le nombre d'heures de travail d'un employé, lorsque leur travail est par ailleurs semblable.

Nombre de modifications sont apportées à la procédure régissant les plaintes et l'application. À l'heure actuelle, un agent des normes d'emploi peut, à sa discrétion, donner suite aux plaintes en prenant divers types d'ordonnances. Le projet de loi exigerait la prise d'ordonnances dans des circonstances précisées. Les plaintes concernant le licenciement en raison de représailles alléguées doivent être traitées au moyen d'une procédure accélérée et la personne licenciée peut, sur demande, être réintégrée dans son poste en attendant le règlement de la plainte.

**An Act to amend the  
Employment Standards Act, 2000**

Note: This Act amends the *Employment Standards Act, 2000*. For the legislative history of the Act, see the Table of Consolidated Public Statutes – Detailed Legislative History on [www.e-Laws.gov.on.ca](http://www.e-Laws.gov.on.ca).

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

**1. The definitions of “employee” and “employer” in subsection 1 (1) of the *Employment Standards Act, 2000* are repealed and the following substituted:**

“employee” includes any person who, on a personal basis, works for an employer or supplies services to an employer in an activity or enterprise, whether the person receives wages directly or indirectly from the employer and whether or not the person is employed under a contract of employment; (“employé”)

“employer” includes,

- (a) every entity or person involved in an activity or enterprise who is directly or indirectly responsible for the work of a person in the activity or enterprise, in particular an owner, proprietor, manager, superintendent, overseer, receiver or trustee of any work, trade, occupation, profession, project or undertaking that is part of the activity or enterprise, and
- (b) any persons treated as one employer under section 4, and includes a person who was an employer; (“employeur”)

**2. Section 4 of the Act is repealed and the following substituted:**

**One employer**

**4. (1) Subsection (2) applies if,**

- (a) associated or related activities or enterprises are or were carried on by or through an employer and one or more other persons; and
- (b) the effect of their doing so is or has been to directly or indirectly defeat the intent and purpose of this Act.

**Loi modifiant la  
Loi de 2000 sur les normes d’emploi**

Remarque : La présente loi modifie la *Loi de 2000 sur les normes d’emploi*, dont l’historique législatif figure à la page pertinente de l’Historique législatif détaillé des lois d’intérêt public codifiées sur le site [www.lois-en-ligne.gouv.on.ca](http://www.lois-en-ligne.gouv.on.ca).

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

**1. Les définitions de «employé» et de «employeur» au paragraphe 1 (1) de la *Loi de 2000 sur les normes d’emploi* sont abrogées et remplacées par ce qui suit :**

«employé» S’entend notamment de quiconque, à titre personnel, travaille pour un employeur ou lui fournit des services dans le cadre d’une activité ou d’une opération, qu’il reçoive son salaire directement ou indirectement de ce dernier et qu’il soit employé ou non dans le cadre d’un contrat de travail. («employé»)

«employeur» S’entend notamment :

- a) d’une part, de chaque entité ou personne participant à une activité ou à une opération qui est directement ou indirectement responsable du travail d’une personne à cet égard, en particulier le propriétaire, le gestionnaire, le chef, le responsable, le séquestre ou le syndic d’un travail, d’un métier, d’une profession, d’un chantier ou d’une exploitation faisant partie de l’activité ou de l’opération;
- b) d’autre part, des personnes considérées comme un seul employeur en application de l’article 4 et, en outre, de quiconque était un employeur. («employeur»)

**2. L’article 4 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

**Un seul employeur**

**4. (1) Le paragraphe (2) s’applique si les conditions suivantes sont réunies :**

- a) des activités ou des opérations associées ou liées sont ou étaient exercées ou exécutées par l’employeur et une ou plusieurs autres personnes ou par leur intermédiaire;
- b) un tel arrangement a ou a eu pour effet de faire échec, directement ou indirectement, à l’objet de la présente loi.

**Same**

(2) The employer and the other person or persons described in subsection (1) shall all be treated as one employer for the purposes of this Act.

**Same**

(3) All employers of an employee are to be treated as one employer.

**Activities or enterprises need not be carried on at same time**

(4) Subsection (2) applies even if the activities or enterprises are not carried on at the same time.

**Exception, individuals**

(5) Subsection (2) does not apply with respect to a corporation or an individual who is a shareholder of the corporation unless the individual is a member of a partnership and the shares are held for the purposes of the partnership.

**Joint and several liability**

(6) Persons who are treated as one employer under this section are jointly and severally liable for any contravention of this Act and the regulations under it and for any wages owing to an employee of any of them.

**3. (1) Clause 13 (5) (b) of the Act is amended by striking out “and” at the end of subclause (ii) and by adding the following subclause:**

- (ii.1) because of fees charged by the employer that relate to,
- (A) training required by the employer,
  - (B) obtaining access to projects, assignments, clients or obtaining access to work in any other way, or
  - (C) obtaining a position or a promotion, or

**(2) Section 13 of the Act is amended by adding the following subsection:**

**Unauthorized deductions are unpaid wages**

(6) Any deductions made from an employee's wages that are not authorized under this section are deemed to be unpaid wages owing to the employee.

**4. (1) Subsection 14 (1) of the Act is amended by striking out “\$10,000” and substituting “\$25,000”.**

**(2) Section 14 of the Act is amended by adding the following subsection:**

**Unpaid wages constitute a lien**

(1.1) Despite any other Act, unpaid wages shall constitute a lien, charge and secured debt in favour of the Director, as of the date the wages were earned, against all the real and personal property of the employer or of any other person named in an order made under this Act.

**Idem**

(2) L'employeur et la ou les autres personnes visés au paragraphe (1) sont considérés comme un seul employeur pour l'application de la présente loi.

**Idem**

(3) Les employeurs d'un employé sont considérés comme un seul employeur.

**Simultanéité des activités ou opérations non obligatoire**

(4) Le paragraphe (2) s'applique même si les activités ou les opérations ne sont pas exercées ou exécutées en même temps.

**Exception : particuliers**

(5) Le paragraphe (2) ne s'applique aux personnes morales ou aux particuliers qui en sont actionnaires que si ces derniers sont des associés d'une société en nom collectif ou en commandite et qu'il détiennent les actions aux fins de celle-ci.

**Responsabilité conjointe et individuelle**

(6) Les personnes qui sont considérées comme un seul employeur en application du présent article sont conjointement et individuellement responsables de toute contravention à la présente loi et à ses règlements d'application ainsi que des salaires dus aux employés de n'importe laquelle d'entre elles.

**3. (1) L'alinéa 13 (5) b) de la Loi est modifié par adjonction du sous-alinéa suivant :**

- (ii.1) l'employeur a imposé des droits relativement, selon le cas :
- (A) à la formation exigée par celui-ci,
  - (B) à l'obtention d'un accès à un travail, notamment à des projets, à des tâches ou à des clients,
  - (C) à l'obtention d'un poste ou d'une promotion,

**(2) L'article 13 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**

**Retenues non autorisées : salaire impayé**

(6) Les retenues opérées sur le salaire d'un employé qui ne sont pas autorisées en vertu du présent article sont réputées un salaire impayé dû à cet employé.

**4. (1) Le paragraphe 14 (1) de la Loi est modifié par substitution de «25 000 \$» à «10 000 \$».**

**(2) L'article 14 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**

**Salaire impayé assimilé à un privilège**

(1.1) Malgré toute autre loi, le salaire impayé constitue un privilège, une charge et une dette garantie en faveur du directeur, à compter de la date où le salaire a été gagné, à l'égard de tous les biens meubles et immeubles de l'employeur ou de toute autre personne désignée dans une ordonnance rendue en vertu de la présente loi.

**5. Part V of the Act is amended by adding the following section:**

**Interest on wages**

**14.1** (1) Wages earned by an employee during a pay period that are not paid to him or her on the pay day for that pay period or, if his or her employment was terminated or severed, on the day determined under subsection 11 (5), shall earn pre-judgement and post-judgement interest on all damages and monetary awards at the rate allowed under the *Courts of Justice Act*.

**Interest is unpaid wages**

(2) Interest accrued under subsection (1) is deemed to be unpaid wages owing to the employee.

**6. (1) Section 42 of the Act is amended by adding the following subsections:**

**Equal pay and benefits for all workers**

(2.1) No employer shall, based solely on factors listed in subsection (2.2), pay different employees at different rates of pay or provide different employment benefits, other than pension benefits, to different employees when,

- (a) they perform substantially the same kind of work for the employer;
- (b) their performance requires similar skill, effort and responsibility; and
- (c) their work is performed under similar working conditions.

**Factors**

(2.2) The factors mentioned in subsection (2.1) are:

- 1. The number of hours that an employee works in a regular work week.
- 2. The term of the employment contract.
- 3. How frequently or regularly the employee works for or provides services to the employer.

**Exception**

(2.3) Subsection (2.1) does not apply when the difference in the rate of pay or in the benefits provided is made on the basis of,

- (a) a seniority system;
- (b) a merit system; or
- (c) a system that measures earnings by quantity or quality of production.

**Same**

(2.4) Despite subsection (2.1), an employer may provide different benefits to different employees if the employer provides payment in lieu of the benefits.

**5. La partie V de la Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :**

**Intérêts sur le salaire**

**14.1** (1) Le salaire gagné par un employé pendant une période de paie qui ne lui est pas versé le jour de paie à l'égard de cette période ou, si l'employé a été licencié ou que son emploi a pris fin, le jour fixé en application du paragraphe 11 (5), rapporte sur tous les dommages-intérêts et indemnités accordés des intérêts avant et après jugement calculés au taux permis en vertu de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*.

**Intérêts assimilés à un salaire impayé**

(2) Les intérêts accumulés en application du paragraphe (1) sont réputés un salaire impayé dû à l'employé.

**6. (1) L'article 42 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :**

**Salaire et avantages égaux pour tous les travailleurs**

(2.1) Aucun employeur ne doit, en se fondant uniquement sur les facteurs énumérés au paragraphe (2.2), accorder à des employés différents des taux de salaire différents ou des avantages rattachés à l'emploi différents, autres que des prestations de retraite, dans les circonstances suivantes :

- a) ils exécutent un travail essentiellement semblable pour le même employeur;
- b) leur travail exige un effort et des compétences semblables et comprend des responsabilités semblables;
- c) leur travail est exécuté dans des conditions comparables.

**Facteurs**

(2.2) Les facteurs visés au paragraphe (2.1) sont les suivants :

- 1. Le nombre d'heures de travail d'un employé pendant une semaine normale de travail.
- 2. La durée du contrat de travail.
- 3. La fréquence et la régularité avec lesquelles l'employé travaille pour l'employeur ou lui fournit des services.

**Exception**

(2.3) Le paragraphe (2.1) ne s'applique pas lorsque la différence de taux de salaire ou d'avantages accordés se fonde sur l'un ou l'autre des critères suivants :

- a) une échelle d'ancienneté;
- b) une distinction fondée sur le mérite;
- c) une échelle de rémunération fondée sur la quantité ou la qualité de la production.

**Idem**

(2.4) Malgré le paragraphe (2.1), l'employeur peut accorder des avantages différents à des employés différents s'il accorde des paiements tenant lieu d'avantages.

(2) Subsection 42 (3) of the Act is amended by striking out “subsection (1)” at the end and substituting “subsection (1) or (2.1)”.

(3) Subsection 42 (4) of the Act is amended by striking out “subsection (1)” at the end and substituting “subsection (1) or (2.1)”.

(4) Subsection 42 (5) of the Act is amended by striking out “subsection (1)” and substituting “subsection (1) or (2.1)”.

7. The Act is amended by adding the following Part:

**PART XV.1  
UNJUST DISMISSAL**

**Who may file a claim for unjust dismissal**

67.1 (1) Any person who has completed three consecutive months of continuous employment by an employer may file a claim if the person has been dismissed and considers the dismissal to be unjust.

**Where unjust dismissal**

(2) Where an employment standards officer decides that a person has been unjustly dismissed, the officer may, by order, require the employer who dismissed the person to,

- (a) pay the person compensation not exceeding the amount of money that is equivalent to the remuneration that would, but for the dismissal, have been paid by the employer to the person;
- (b) reinstate the person to the position the person most recently held with the employer, if it still exists, or to a comparable position, if it does not; and
- (c) do anything else that is equitable to require the employer to do in order to remedy or counteract any consequence of the dismissal.

8. Section 74 of the Act is amended by adding the following subsection:

**Expedited process investigation and reinstatement**

(3) If an employee files a complaint under Part XXII alleging that his or her employment was terminated or severed for any reason listed under subsection (1),

- (a) the complaint shall be dealt with under an expedited procedure determined by the Director; and
- (b) the Director shall order the reinstatement of the employee to his or her position pending resolution of the complaint, if the employee requests it.

9. The Act is amended by adding the following Part:

**PART XVIII.2  
EMPLOYMENT AGENCIES**

**Employment agencies**

74.18 (1) In this section,

(2) Le paragraphe 42 (3) de la Loi est modifié par substitution de «paragraphe (1) ou (2.1)» à «paragraphe (1)» à la fin du paragraphe.

(3) Le paragraphe 42 (4) de la Loi est modifié par substitution de «paragraphe (1) ou (2.1)» à «paragraphe (1)» à la fin du paragraphe.

(4) Le paragraphe 42 (5) de la Loi est modifié par substitution de «paragraphe (1) ou (2.1)» à «paragraphe (1)».

7. La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

**PARTIE XV.1  
CONGÉDIEMENT INJUSTE**

**Plainte pour congédiement injuste**

67.1 (1) Quiconque occupe sans interruption pendant trois mois consécutifs un emploi auprès du même employeur peut déposer une plainte s’il se croit injustement congédié.

**Cas de congédiement injuste**

(2) S’il décide que le congédiement était injuste, l’agent des normes d’emploi peut, par ordonnance, enjoindre à l’employeur de faire ce qui suit :

- a) payer au plaignant une indemnité équivalant, au maximum, à la rémunération qu’il aurait touchée s’il n’avait pas été congédié;
- b) réintégrer le plaignant dans le poste qu’il occupait le plus récemment auprès de l’employeur, s’il existe toujours, sinon dans un poste comparable;
- c) prendre toute autre mesure qu’il juge équitable de lui imposer et de nature à contrebalancer les effets du congédiement ou à y remédier.

8. L’article 74 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

**Accélération du processus d’enquête et de réintégration**

(3) Si un employé dépose, en vertu de la partie XXII, une plainte alléguant qu’il a été licencié ou que son emploi a pris fin pour un motif énuméré au paragraphe (1) :

- a) d’une part, la plainte est traitée au moyen d’une procédure accélérée que détermine le directeur;
- b) d’autre part, le directeur ordonne la réintégration de l’employé dans son poste en attendant que la plainte soit réglée, si l’employé le demande.

9. La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

**PARTIE XVIII.2  
AGENCES DE PLACEMENT**

**Agences de placement**

74.18 (1) La définition qui suit s’applique au présent article.

“employment agency” includes a business that provides services for the purpose of finding workers employment with employers or supplying employers with workers.

**No charge for hiring or providing information**

(2) An employment agency shall not request, charge or receive, directly or indirectly, from a person seeking employment, a payment for,

- (a) employing or obtaining employment for the person seeking employment; or
- (b) providing information about employers seeking employees.

**Exception**

(3) A person does not contravene subsection (2) by requesting, charging or receiving payment for any form of advertisement from the person who placed the advertisement.

**Recovery of payment**

(4) A payment received by a person in contravention of subsection (2) is deemed to be wages owing and this Act applies to the recovery of the payment.

**No fees to other persons**

(5) An employment agency shall not make a payment, directly or indirectly, to a person for obtaining or assisting in obtaining employment for someone else.

**Exception**

(6) A person does not contravene subsection (5) by paying for any form of advertisement.

**10. Subsection 96 (3) of the Act is amended by adding “unless the complaint alleges that the employee’s employment was terminated or severed for any reason listed under subsection 74 (1)” at the end.**

**11. (1) Subsection 103 (1) of the Act is repealed and the following substituted:**

**Order to pay wages**

(1) If an employment standards officer finds that an employer owes wages to an employee, the officer shall issue an order to pay the wages and may,

- (a) arrange with the employer that the employer pay the wages directly to the employee; or
- (b) order the employer to pay the amount of wages to the Director in trust.

**(2) Section 103 of the Act is amended by adding the following subsection:**

**Interest**

(2.1) An order issued under subsection (1) shall also

«agence de placement» S’entend notamment d’une entreprise qui fournit des services afin de trouver à des travailleurs un emploi auprès d’employeurs ou de recruter des travailleurs pour des employeurs.

**Aucuns frais : embauche ou fourniture de renseignements**

(2) Aucune agence de placement ne doit demander à une personne qui cherche un emploi, lui imposer ou recevoir de celle-ci, directement ou indirectement, un paiement à l’une ou l’autre des fins suivantes :

- a) employer la personne ou lui obtenir un emploi;
- b) fournir des renseignements au sujet d’employeurs qui cherchent des employés.

**Exception**

(3) Ne constitue pas une contravention au paragraphe (2) le fait, pour une personne, de demander un paiement pour toute forme d’annonce à la personne qui a placé celle-ci, de lui en imposer un ou d’en recevoir un de celle-ci.

**Recouvrement de paiement**

(4) Le paiement que reçoit quiconque en contravention au paragraphe (2) est réputé un salaire dû et la présente loi s’applique à son recouvrement.

**Honoraires interdits : tierce personne**

(5) Aucune agence de placement ne doit faire un paiement, directement ou indirectement, à une personne pour obtenir ou aider à obtenir un emploi pour une tierce personne.

**Exception**

(6) Ne constitue pas une contravention au paragraphe (5) le fait, pour une personne, de payer toute forme d’annonce.

**10. Le paragraphe 96 (3) de la Loi est modifié par adjonction de «à moins qu’elle n’allègue que l’employé a été licencié ou que son emploi a pris fin pour un motif énuméré au paragraphe 74 (1)» à la fin du paragraphe.**

**11. (1) Le paragraphe 103 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

**Ordonnance de versement du salaire**

(1) L’agent des normes d’emploi qui conclut qu’un employeur doit un salaire à un employé prend une ordonnance de versement de salaire et peut, selon le cas :

- a) prendre des arrangements avec l’employeur pour que celui-ci verse directement le salaire à l’employé;
- b) ordonner à l’employeur de verser au directeur, en fiducie, le montant du salaire.

**(2) L’article 103 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**

**Intérêts**

(2.1) L’ordonnance prise en vertu du paragraphe (1)

require the employer to pay interest on the wages at the rate allowed under the *Courts of Justice Act*.

**(3) Subsection 103 (4) of the Act is amended by striking out “\$10,000” and substituting “\$25,000”.**

**12. Subsection 104 (1) of the Act is amended by striking out “may” in the portion before paragraph 1 and substituting “shall”.**

**13. Subsection 108 (1) of the Act is amended by striking out “may” in the portion before clause (a) and substituting “shall”, by striking out “and” at the end of clause (b), by adding “and” at the end of clause (c) and by adding the following clause:**

(d) order the employer to provide to the Director an irrevocable letter of credit or other security acceptable to the Director.

**14. (1) Subsection 111 (1) of the Act is amended by striking out “six months” and substituting “two years”.**

**(2) Subsection 111 (2) of the Act is amended by striking out “six months” and substituting “two years”.**

**(3) Subsection 111 (3) of the Act is amended by striking out “six months” and substituting “two years”.**

**(4) Subsections 111 (3.1), (4) and (5) of the Act are repealed.**

**15. Clause 116 (1) (c) of the Act is amended by striking out “\$10,000” and substituting “\$25,000”.**

**16. Section 141 of the Act is amended by adding the following subsection:**

**Regulations re Part XV.1**

(1.2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting any matter or thing necessary or advisable to carry out the intent and purpose of Part XV.1 (Unjust Dismissal), and without restricting the generality of the foregoing, may make regulations governing the procedure to be followed in making, mediating, settling and adjudicating a claim for unjust dismissal.

**Commencement**

**17. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.**

**Short title**

**18. The short title of this Act is the *Employment Standards Amendment Act, 2009*.**

exige également que l'employeur verse sur le salaire des intérêts calculés au taux permis en vertu de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*.

**(3) Le paragraphe 103 (4) de la Loi est modifié par substitution de «25 000 \$» à «10 000 \$».**

**12. Le paragraphe 104 (1) de la Loi est modifié par substitution de «ordonne» à «peut ordonner» dans le passage qui précède la disposition 1.**

**13. Le paragraphe 108 (1) de la Loi est modifié par substitution de «doit faire ce qui suit» à «peut faire ce qui suit» dans le passage qui précède l'alinéa a) et par adjonction de l'alinéa suivant :**

d) ordonner à l'employeur de remettre au directeur une lettre de crédit irrévocable ou autre garantie que celui-ci estime acceptable.

**14. (1) Le paragraphe 111 (1) de la Loi est modifié par substitution de «de deux ans» à «de six mois».**

**(2) Le paragraphe 111 (2) de la Loi est modifié par substitution de «de deux ans» à «de six mois».**

**(3) Le paragraphe 111 (3) de la Loi est modifié par substitution de «de deux ans» à «de six mois».**

**(4) Les paragraphes 111 (3.1), (4) et (5) de la Loi sont abrogés.**

**15. L'alinéa 116 (1) c) de la Loi est modifié par substitution de ««25 000 \$» à «10 000 \$».**

**16. L'article 141 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**

**Règlements : partie XV.1**

(1.2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, traiter de toute question ou chose jugée nécessaire ou utile pour réaliser l'objet de la partie XV.1 (congédiement injuste) et, notamment, régir la procédure à suivre pour porter plainte en cas de congédiement injuste et pour procéder à la médiation, au règlement et à l'adjudication de la plainte.

**Entrée en vigueur**

**17. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.**

**Titre abrégé**

**18. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2009 modifiant la Loi sur les normes d'emploi*.**